



**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2013

TABLE DES MATIÈRES

Mesures non conformes aux IFRS	3
Déclarations prospectives.....	4
Aperçu général	5
Activités abandonnées et distribution spéciale.....	5
Résultats d'exploitation.....	6
Opérations sur devises.....	6
Ventes consolidées	7
<i>Répartition géographique des ventes</i>	10
Marge brute	10
Frais de vente et d'administration.....	11
Frais connexes à l'acquisition	11
Résultat opérationnel.....	11
Frais financiers	12
Charge d'impôt sur le résultat	12
Résultat net.....	13
Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global	14
Flux de trésorerie et situation financière	14
<i>Distribution spéciale aux actionnaires</i>	14
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	14
<i>Activités opérationnelles</i>	16
<i>Activités d'investissement</i>	18
<i>Activités de financement</i>	20
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions	21
Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées	21
Bilans consolidés.....	22
Aide gouvernementale.....	25
Instruments dérivés, postes hors bilan, engagements contractuels et éventualités	25
Conjoncture financière et économique.....	26
Modifications des méthodes comptables.....	28
Contrôles et procédures internes	29
Risques et incertitudes.....	29
Données financières trimestrielles choisies.....	31
Événements postérieurs à la date de clôture.....	32
Perspectives	33
Renseignements supplémentaires et information continue	35

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2013 et le 31 décembre 2013. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2013, la période de six mois close le 30 septembre 2013 et la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, de même qu'avec les états financiers consolidés audités et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de l'exercice clos le 31 mars 2013. Ces documents sont disponibles sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités préparés conformément à l'IAS 34, Information financière intermédiaire, et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société utilise le BAIIA, le BAIIA ajusté ainsi que le résultat ajusté et le bénéfice par action ajusté, pour évaluer sa performance financière qui ne sont pas des mesures de rendement conformes aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). La direction et les investisseurs estiment toutefois que ces mesures leur procurent une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le BAIIA et le BAIIA ajusté découlant des activités poursuivies de la Société (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées » plus loin) sont calculés comme suit :

(000 \$)	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 déc.</u>		<u>les 31 déc.</u>	
	2013	2012	2013	2012
Résultat net découlant des activités poursuivies	2 608	3 216	8 006	8 807
Impôt sur le résultat	624	873	1 112	2 003
Frais financiers	917	621	2 603	2 816
Charge d'amortissement	3 021	2 962	9 450	9 306
BAIIA	7 170	7 672	21 171	22 932
Frais connexes à l'acquisition	1 116	—	1 380	—
BAIIA ajusté	8 286	7 672	22 551	22 932

Pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2013, le BAIIA ajusté reflète une augmentation de la marge brute dégagée au troisième trimestre, tandis que pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, le BAIIA ajusté est demeuré relativement stable par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté découlant des activités poursuivies de la Société sont calculés comme suit :

(000 \$)	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 déc.</u>		<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 déc.</u>	
	2013	2012	2013	2012
Résultat net découlant des activités poursuivies	2 608	3 216	8 006	8 807
Frais connexes à l'acquisition après impôts	1 089	—	1 300	—
Résultat net ajusté découlant des activités poursuivies	3 697	3 216	9 306	8 807
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – de base et dilué	0,08	0,10	0,25	0,29
Frais connexes à l'acquisition après impôts	0,04	—	0,04	—
Bénéfice par action ajusté découlant des activités poursuivies - de base et dilué	0,12	0,10	0,29	0,29

Voir sections ci-dessous pour explications sur les variations du résultat net ajusté découlant des activités poursuivies et du bénéfice par action ajusté découlant des activités poursuivies, de base et dilué, pour le troisième trimestre et la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 par rapport à l'exercice précédent.

Déclarations prospectives

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales et, en particulier, la conjoncture au Canada et aux États-Unis; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance future, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

Aperçu général

Au cours du précédent exercice, soit le 31 août 2012, la Société a finalisé la vente de la quasi-totalité des activités relatives à ses lignes de produits Aérostructure et Industriels (la « transaction de vente »). Se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées » ci-après. À la suite de cette transaction, Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent principalement dans la conception, la mise au point, la fabrication ainsi que la réparation et l'entretien de systèmes et de composants de trains d'atterrissage destinés principalement au marché de l'aérospatiale. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue.

La Société est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale et offre aux secteurs commercial et militaire du marché de l'aérospatiale des systèmes et composants de trains d'atterrissage de même que des produits et services sur le marché secondaire (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation). Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services destinés à l'ensemble des principaux programmes d'avions militaires, principalement aux États-Unis. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés pour la plupart aux États-Unis et au Canada.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et possède des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval et Saint-Hubert), à Kitchener et à Toronto, en Ontario, ainsi qu'à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio. Toutes les installations se consacrent à la fabrication de systèmes et de composants de trains d'atterrissage, à l'exception de l'usine de Toronto (« Magtron ») qui fabrique des boîtiers pour systèmes électroniques, des échangeurs de chaleur et des caissons pour des systèmes de radar aéroporté, des systèmes électro-optiques et des commandes de contrôle d'avions. Cette usine offre des compétences technologiques en matière de brasage sous vide et de brasage par immersion pour l'assemblage des métaux et est devenue la première installation de brasage sous vide de l'aluminium au Canada à obtenir l'accréditation Nadcap.

Activités abandonnées et distribution spéciale

Lors du précédent exercice, soit le 16 juillet 2012, la Société a signé une entente définitive en vue de la vente de la quasi-totalité des activités relatives à ses lignes de produits Aérostructure et Industriels à Precision Castparts Corporation (« PCC »), une société publique cotée à la Bourse de New York. Les actifs nets acquis par PCC comprennent les sites de fabrication de la ligne de produits Aérostructure de la Société situés à Dorval (Québec), Querétaro (Mexique) et Arlington

(Texas), ainsi que les sites de fabrication de la ligne de produits Industriels situés à Cincinnati (Ohio).

La transaction de vente a été conclue le 31 août 2012. Le produit brut de la vente, incluant les ajustements postérieurs à la clôture, s'est élevé à 297,8 millions de dollars versés en espèces. En tenant compte des ajustements postérieurs à la clôture finalisés au cours du dernier trimestre de l'exercice financier 2013, le gain net s'est chiffré à 111,2 millions de dollars.

Au cours de l'exercice précédent, parallèlement à la transaction de vente, la Société a réduit de 16 millions de dollars ses obligations au titre de contrats de location-financement et a procédé au remboursement d'un prêt des autorités gouvernementales de 1 million de dollars se rattachant aux activités vendues. La Société a également effectué un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars américains (37,0 millions de dollars) sur le montant prélevé sur la facilité de crédit bancaire consortiale (la « facilité de crédit ») et racheté deux des trois ententes de swaps de taux d'intérêt en vigueur, représentant un montant nominal total de 30 millions de dollars américains, pour un coût total de 1,7 million de dollars qui a été comptabilisé à titre de frais de transaction connexes imputés à la transaction de vente.

Le 8 novembre 2012, à la suite de la transaction de vente, le conseil d'administration de la Société a approuvé une distribution spéciale en espèces de 5,00 \$ par action qui a été versée le 19 décembre 2012 aux actionnaires inscrits le 20 novembre 2012. La distribution spéciale aux actionnaires de 5,00 \$ par action, qui représentait une distribution en espèces de 157,5 millions de dollars effectuée le 19 décembre 2012, était composée d'une réduction du capital émis de 2,70 \$ par action (85,0 millions de dollars) comptabilisée comme telle et d'un dividende spécial en espèces de 2,30 \$ par action (72,5 millions de dollars) comptabilisé en réduction des résultats non distribués de la Société (se reporter plus bas à la rubrique intitulée « Flux de trésorerie et situation financière »).

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

À la suite de la transaction de vente décrite ci-dessus, les revenus et les charges découlant des activités abandonnées avant le 31 août 2012 sont comptabilisés séparément des produits et des charges découlant des activités poursuivies, jusqu'au niveau du résultat net dans l'état des résultats consolidé pour tous les trimestres du précédent exercice clos le 31 mars 2013.

Antérieurement à la transaction de vente, la ligne de produits Aérostructure faisait partie du secteur de l'aérospatiale de la Société, tandis que la ligne de produits Industriels constituait le secteur industriel. Par conséquent, toutes les activités ayant été vendues sont désormais exclues de l'information sectorielle de la Société. À la suite de cette transaction de vente, la Société œuvre principalement dans le secteur de l'aérospatiale et est constituée de la ligne de produits Trains d'atterrissage et des activités de l'usine Magtron, comme il est expliqué plus haut.

Opérations sur devises

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des dépenses et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers autonomes, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars américains. Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, à l'exception des contrats

de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de la période. Les contrats de change à terme, aux fins de la comptabilité de couverture, sont classés comme couvertures de flux de trésorerie et transférés dans l'état des résultats consolidés (ventes) lorsque la transaction couverte se réalise, conformément aux conventions comptables de la Société. Les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements à l'étranger. Les taux de change moyens pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012, ainsi que les taux de change de clôture au 31 décembre 2013 et au 31 mars 2013 s'établissaient comme suit (\$ CA/équivalent 1 \$ US) :

Taux de change Canada / États-Unis	31 déc. 2013	31 déc. 2012
Taux moyen pour les trimestres clos	1,0498	0,9913
Taux moyen pour les neuf mois clos	1,0372	0,9987
Taux de change Canada / États-Unis	31 déc. 2013	31 mars 2013
Taux de clôture	1,0636	1,0160

Comme il est indiqué ci-dessus, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, la valeur moyenne du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, a diminué respectivement de 5,9 % et 3,9 % d'un exercice à l'autre, ce qui a eu un impact positif sur les ventes et les résultats de la Société libellés en dollars américains, y compris ceux des activités d'exploitation canadiennes, excluant les fluctuations des contrats de change à terme. La variation du taux de clôture depuis le 31 mars 2013 a eu un impact favorable sur les postes du bilan libellés en dollars américains de la Société à la fin du présent trimestre, comparativement aux soldes de clôture du précédent exercice. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 31 décembre 2013, la Société était partie à des contrats de change à terme pour la vente de 111,7 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,0368. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates entre les mois de janvier 2014 et mars 2017; la plupart d'entre eux arriveront toutefois à échéance au cours du présent exercice financier et du prochain exercice financier.

Ventes consolidées

Les ventes consolidées pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2013 ont fléchi de 0,3 million de dollars, soit 0,5 %, pour s'établir à 61,4 millions de dollars, comparativement à 61,7 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Ce recul est attribuable à une baisse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire, en partie contrebalancée par une augmentation de 0,9 million de dollars, ou 3,2 %, des ventes dans le secteur commercial, essentiellement liée à un accroissement des ventes réalisées dans le cadre du programme du B-777, une fois déduite la diminution des besoins des clients dans le marché des jets régionaux.

Les fluctuations de change ont eu pour effet d'accroître les ventes de 0,2 million de dollars, ou 0,3 %, par rapport à l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les ventes consolidées s'élèvent à 180,8 millions de dollars, en baisse de 1,3 % par rapport aux ventes de 183,2 millions de dollars réalisées l'an dernier. Ce recul est aussi attribuable à une baisse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire, en partie contrebalancée par une augmentation de 5,0 millions de dollars, ou 6,4 %, des ventes dans le secteur commercial résultant principalement d'un accroissement des ventes réalisées dans le cadre du programme du B-777, une fois déduite la diminution des besoins des clients dans le marché des jets régionaux et dans le cadre du programme du CL-415 de Bombardier. Les fluctuations de change ont eu pour effet d'accroître les ventes de 0,4 million de dollars, ou 0,2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>				<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>			
	2013	2012	Variation		2013	2012	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Militaire ⁽¹⁾	32 972	34 145	(1 173)	(3,4)	97 072	104 457	(7 385)	(7,1)
Commercial	28 476	27 597	879	3,2	83 750	78 749	5 001	6,4
Total	61 448	61 742	(294)	(0,5)	180 822	183 206	(2 384)	(1,3)

(1) : Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Les ventes des produits militaires durant le trimestre ont reculé de 1,2 million de dollars, ou 3,4 %, par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 33,0 millions de dollars. Depuis le début de l'exercice, les ventes de produits militaires ont diminué de 7,4 millions de dollars, ou 7,1 %, pour s'établir à 97,1 millions de dollars. Le recul des ventes est attribuable à un ralentissement des activités de réparation et d'entretien ainsi qu'à une diminution de la demande pour des pièces de rechange principalement dans le cadre des programmes du B-2 et du F-15, tous deux avec le gouvernement américain, en partie contrebalancés par un nouveau contrat auprès de la société The Boeing Company (« Boeing ») lié au programme de l'hélicoptère CH-47. Le recul des ventes de produits militaires résulte aussi d'une baisse des ventes de boîtiers électroniques et de caissons réalisées par l'usine Magtron, qui s'explique par une diminution des besoins des clients. La baisse des ventes de produits militaires traduit la faiblesse du marché militaire aux États-Unis qui est touché par la diminution du financement de base du budget de la Défense américaine et par le maintien des coupes budgétaires automatiques imposées par le Congrès (*Sequestration*).

Les ventes commerciales ont progressé durant le trimestre de 0,9 million de dollars, soit 3,2 %, pour atteindre 28,5 millions de dollars. Depuis le début de l'exercice, elles affichent une hausse de 5,0 millions de dollars, ou 6,4 %, et s'élèvent à 83,8 millions de dollars. Cette hausse est attribuable à une augmentation des ventes liées aux programmes de gros porteurs commerciaux qui découle principalement de l'obtention d'un nouveau mandat auprès de Boeing portant sur des actionneurs dans le cadre du programme du B-777, ainsi que de l'augmentation de la cadence de production du programme du B-777, en partie contrebalancées par une baisse des ventes dans le marché des jets régionaux. Depuis le début de l'exercice, les résultats reflètent également les ventes moins élevées réalisées sur le marché secondaire en lien avec le programme du CL-415 de Bombardier.

Répartition géographique des ventes

La répartition géographique des ventes de la Société s'est établie comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u>		<u>Neuf mois clos les</u>	
	<u>31 décembre</u>		<u>31 décembre</u>	
	2013	2012	2013	2012
	(%)	(%)	(%)	(%)
Canada	35	32	34	31
États-Unis	61	63	61	64
International	4	5	5	5
Total	100	100	100	100

L'évolution de la répartition géographique des ventes au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice est principalement attribuable à l'impact de l'accroissement des ventes liées aux gros porteurs commerciaux livrées au Canada combiné à une baisse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire aux États-Unis.

Marge brute

La marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, s'est établie à 16,3 % pour le trimestre, en hausse de 1,2 % par rapport à 15,1 % lors du précédent exercice. Depuis le début de l'exercice, elle s'est établit à 15,0 %, affichant une légère baisse de 0,1 % par rapport à 15,1 % un an auparavant.

Les fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain ont eu, ce trimestre, une incidence négative de 0,8 million de dollars sur la marge brute en dollars de la Société, ou 1,3 %, et depuis le début de l'exercice, de 1,2 million de dollars, ou 0,7 % lorsqu'exprimée en pourcentage des ventes. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Au troisième trimestre, la marge brute consolidée s'est accrue, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement d'une composition avantageuse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire, contrebalancée par une sous-imputation plus importante de certains coûts de fabrication à l'usine de Longueuil résultant d'un ralentissement des activités de réparation et d'entretien et d'une diminution des besoins des clients gouvernementaux pour des pièces de rechange, comme il est expliqué plus haut.

Depuis le début de l'exercice, le recul de la marge brute consolidée traduit essentiellement une sous-imputation plus importante de certains coûts de fabrication à l'usine de Longueuil, jumelée à une hausse des coûts non récurrents engagés dans le cadre du développement d'un nouveau programme de système de trains d'atterrissage. Ces répercussions négatives sur la marge brute ont été en partie contrebalancées par une composition plus avantageuse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire combinée à une baisse des coûts liés à la non-qualité.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>31 décembre</u>		<u>les 31 décembre</u>	
	2013	2012	2013	2012
Frais de vente et d'administration (000 \$)	4 745	4 640	13 932	14 103
Pourcentage des ventes	7,7 %	7,5 %	7,7 %	7,7 %

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 4,7 millions de dollars, soit 7,7 % des ventes, pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, en hausse de 0,1 million de dollars, ou 0,2 % des ventes, par rapport à 4,6 millions de dollars, ou 7,5 % lors du précédent exercice. Les frais de vente et d'administration du trimestre comprennent un gain de change de 0,3 million de dollars réalisé lors de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises, comparativement à un gain de 0,1 million de dollars lors du précédent exercice.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, les frais de vente et d'administration se sont élevés à 13,9 millions de dollars, soit 7,7 % des ventes, comparativement à 14,1 millions de dollars, ou 7,7 % des ventes, un an auparavant. Cette baisse découle de la réalisation d'un gain de change de 0,7 million de dollars lors de la conversion d'actifs monétaires nets, comparativement à un gain de 0,1 million de dollars l'an dernier, en partie contrebalancé par une hausse des frais de recherche et développement engagés cette année, comparativement à l'exercice précédent, pour le développement de nouvelles technologies et l'amélioration des activités de fabrication des systèmes de trains d'atterrissage, qui ne sont pas capitalisés.

Frais connexes à l'acquisition

Les frais connexes à l'acquisition encourus par la Société se sont élevés à 1,1 million de dollars et 1,4 million de dollars, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013.

Ces frais se rattachent essentiellement à l'acquisition d'APPH Limited et d'APPH Wichita Inc. Se reporter à la Note 18 des états financiers consolidés intermédiaires résumés et à la rubrique ci-après.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé s'est chiffré à 4,1 millions de dollars, soit 6,8 % des ventes, pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, comparativement à 4,7 millions de dollars, ou 7,6 % des ventes, réalisé lors du précédent exercice. Cette baisse du résultat opérationnel, exprimé en dollars et en pourcentage des ventes, est principalement attribuable cette année aux frais connexes à l'acquisition, en partie contrebalancés par une hausse de la marge brute, comme il est expliqué plus haut.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 11,7 millions de dollars, ou 6,5 % des ventes, comparativement à 13,6 millions de dollars, ou 7,4 % des ventes, lors de l'exercice précédent. Le recul du résultat opérationnel, tant en dollars

qu'en pourcentage des ventes, est attribuable essentiellement à une diminution de la marge brute jumelée aux frais connexes à l'acquisition, comme il est expliqué plus haut.

Frais financiers

Les frais financiers se sont élevés à 0,9 million de dollars et 2,6 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, alors qu'ils avaient totalisé, respectivement, 0,6 million de dollars et 2,8 millions de dollars lors des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

L'augmentation des frais financiers au troisième trimestre est principalement attribuable à une diminution des intérêts créditeurs résultant d'une baisse du niveau de trésorerie et équivalents de trésorerie, comparativement à l'exercice précédent, du fait que le solde de l'an dernier incluait le produit en espèces obtenu de la transaction de vente avant le versement, aux actionnaires, de la distribution spéciale en espèces d'un montant de 157,5 millions de dollars (voir plus loin).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, la diminution des frais financiers est principalement attribuable à un ajustement de 0,3 million de dollars, à la provision pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, qui s'explique par une hausse du taux d'actualisation pour l'exercice en cours, tandis que lors du précédent exercice, l'évolution des frais financiers traduisait une baisse du taux d'actualisation pour la période comparable, déduction faite de la diminution des intérêts créditeurs pour la raison précisée plus haut.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour les trimestres clos les 31 décembre 2013 et 2012, les montants de la charge d'impôt sur le résultat se sont élevés respectivement à 0,6 million de dollars et 0,9 million de dollars. Depuis le début de l'exercice, la charge d'impôt sur le résultat s'élève à 1,1 million de dollars, comparativement à 2,0 millions de dollars pour la même période l'an dernier.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, le taux d'imposition effectif de la Société s'est établi à 12,2 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 26,7 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète essentiellement une réduction des passifs d'impôt différé en raison de changements relatifs à des questions de vérification fiscale (1,1 million de dollars) ainsi que l'incidence favorable de différences permanentes (0,2 million de dollars).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, le taux d'imposition effectif de la Société s'est établi à 18,5 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 25,9 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflétait l'incidence favorable de différences permanentes (0,1 million de dollars) qui avait été contrebalancée par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,1 million de dollars). Il comprenait également une réduction des passifs d'impôt différé en raison de changements relatifs à des questions de vérification fiscale (0,8 million de dollars).

L'augmentation du taux d'imposition combiné de la Société prévu par la loi cette année, comparativement à l'exercice précédent, reflète essentiellement l'écart entre les taux d'imposition provinciaux sur le résultat des sociétés au Canada.

Résultat net

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, le résultat net découlant des activités poursuivies de la Société s'élève respectivement à 2,6 millions de dollars, soit 4,2 % des ventes, et 8,0 millions de dollars, soit 4,4 % des ventes, comparativement à un résultat net découlant des activités poursuivies de 3,2 millions de dollars, ou 5,2 % des ventes, et 8,8 millions de dollars, ou 4,8 % des ventes, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice précédent comprenait le résultat net découlant des activités abandonnées de 1,3 million de dollars et 114,5 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2012. Lors du précédent exercice, le résultat net découlant des activités abandonnées pour le trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice comprenait un gain net de 107,1 millions de dollars provenant de la transaction de vente, excluant les ajustements postérieurs à la clôture, comme il est expliqué plus haut (se reporter à la Note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>		<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>	
	2013	2012	2013	2012
Résultat net découlant des activités poursuivies (000 \$)	2 608	3 216	8 006	8 807
Résultat net découlant des activités abandonnées (000 \$)	—	1 289	—	114 547
Résultat net (000 \$)	2 608	4 505	8 006	123 354
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – de base (\$)	0,08	0,10	0,25	0,29
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – dilué (\$)	0,08	0,10	0,25	0,29
Bénéfice par action – de base (\$)	0,08	0,14	0,25	4,01
Bénéfice par action – dilué (\$)	0,08	0,14	0,25	3,99

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 31 525 869 pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 et de 30 753 456 actions ordinaires pour la même période l'an dernier, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 31 691 216 pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 et de 30 887 058 pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation du 31 décembre 2012 au 31 décembre 2013 est essentiellement attribuable à l'émission de 1 034 543 actions ordinaires aux termes du régime d'options sur actions de la Société au cours du précédent exercice (voir plus loin).

Le 6 février 2014, soit au moment de la rédaction de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 31 539 575 actions ordinaires et 259 101 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance est de 3,0 années.

Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, les autres éléments du résultat global inclus dans le résultat global découlant des activités poursuivies, sont essentiellement attribuables à des gains actuariels, déduction faite de la variation de la limite des actifs et des exigences de financement minimales des régimes de retraite à prestations définies de la Société, résultants d'une hausse du taux d'actualisation utilisé pour l'évaluation des obligations des régimes de retraite à prestations définies, combiné au rendement plus élevé que prévu réalisé sur les actifs des régimes.

Flux de trésorerie et situation financière

Distribution spéciale aux actionnaires

Au cours du précédent exercice, soit le 8 novembre 2012, à la suite de la transaction de vente, le conseil d'administration de la Société a approuvé une distribution spéciale en espèces de 5,00 \$ par action qui a été versée le 19 décembre 2012 aux actionnaires inscrits le 20 novembre 2012. Le conseil d'administration a déterminé qu'il était approprié de procéder à cette distribution spéciale aux actionnaires, à la suite de la transaction de vente dont il est fait mention plus haut, et que la situation financière de la Société demeurerait saine après cette distribution spéciale, compte tenu, entre autres, des dépenses en capital et autres investissements prévus, ainsi que des résultats anticipés de la Société.

La distribution spéciale aux actionnaires de 5,00 \$ par action, qui représentait une distribution en espèces de 157,5 millions de dollars (sur la base de 31 498 905 actions ordinaires en circulation le 20 novembre 2012) effectuée le 19 décembre 2012, était composée d'une réduction du capital émis de 2,70 \$ par action (85,0 millions de dollars) comptabilisée comme telle et d'un dividende spécial en espèces de 2,30 \$ par action (72,5 millions de dollars) comptabilisé en réduction des résultats non distribués de la Société. La réduction du capital, qui a eu pour effet de réduire le capital émis de la Société, a été approuvée par les actionnaires lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires tenue le 18 décembre 2012. Les frais de transaction connexes à cette distribution spéciale aux actionnaires se sont élevés à 0,3 million de dollars (0,2 million de dollars après impôts) et ont été comptabilisés en réduction du capital émis et des résultats non distribués.

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers tout au long de l'exercice en cours. La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 98,2 millions de dollars au 31 décembre 2013, comparativement à 101,3 millions de dollars au 31 mars 2013, dont 10,0 millions de dollars avaient été investis dans des dépôts à court terme (10,0 millions de dollars au 31 mars 2013). Le reste de la trésorerie et des équivalents de trésorerie était détenu dans des comptes de placement auprès de trois banques à charte canadienne et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines faisant partie du syndicat bancaire de la Société.

La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie, consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines ainsi que par une succursale canadienne d'une banque américaine. Cette

facilité de crédit permet à la Société et ses filiales d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, et viendra à échéance en mars 2016. Elle comprend également une clause accordéon qui permet de l'augmenter jusqu'à 225 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Au 31 décembre 2013, seule une somme de 23,4 millions de dollars (22,0 millions de dollars américains) avait été prélevée sur la facilité de crédit de la Société, comparativement à 22,4 millions de dollars (22,0 millions de dollars américains) au 31 mars 2013. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible.

Au 31 décembre 2013, la Société affichait la situation de trésorerie nette suivante calculée comme suit :

	(000 \$)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	98 219
Moins : dette à long terme, y compris la tranche à court terme ⁽¹⁾	69 658
Situation de trésorerie nette	28 561

⁽¹⁾ Excluant le montant net des frais de financement différés

Activités opérationnelles

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités poursuivies et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités opérationnelles et ses activités abandonnées comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>		<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>	
	2013 (000 \$)	2012 (000 \$)	2013 (000 \$)	2012 (000 \$)
Flux de trésorerie découlant des activités poursuivies	4 709	6 998	16 546	19 996
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	(1 104)	437	(6 402)	(8 490)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités poursuivies	3 605	7 435	10 144	11 506
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités abandonnées	—	—	(1 641)	8 273
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	3 605	7 435	8 503	19 779

La diminution de 2,3 millions de dollars des flux de trésorerie découlant des activités poursuivies pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, par rapport à la même période l'an dernier, s'explique essentiellement par une baisse de 1,7 million de dollars de la charge d'impôt différé, jumelée à une diminution du résultat net.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, la diminution de 3,5 millions de dollars des flux de trésorerie découlant des activités poursuivies, par rapport à la même période l'an dernier, découle essentiellement de l'impact favorable d'ajustements au taux d'actualisation de 0,6 million de dollars, comme il est expliqué plus haut, jumelé à une baisse de 2,1 millions de dollars de la charge d'impôt différé et un recul de 0,8 million de dollars du résultat net.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités abandonnées comprennent le versement d'impôt final relativement au solde à payer du précédent exercice clos le 31 mars 2013.

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies peut être résumée de la façon suivante :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>		<u>les 31 décembre</u>	
	2013	2012	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
Comptes clients	(2 007)	765	7 698	6 115
Stocks	(1 717)	(691)	(2 151)	(4 262)
Autres actifs à court terme	(415)	(2 547)	187	(3 523)
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres, et autres passifs (ci-après appelés collectivement « Comptes fournisseurs »)	2 083	2 766	(7 530)	866
Facturations progressives	395	620	(4 355)	(3 722)
Impôts à payer et à recevoir	198	(128)	(457)	(3 048)
Autres	359	(348)	206	(916)
	(1 104)	437	(6 402)	(8 490)

Pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2013, l'augmentation des comptes clients et des comptes fournisseurs est attribuable à l'accroissement du niveau d'activité durant le trimestre, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice en cours, ainsi qu'à une augmentation du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé pour la conversion des soldes libellés en dollars américains. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, la diminution des comptes clients et des comptes fournisseurs est attribuable à une baisse du volume des ventes au troisième trimestre, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent, qui est, habituellement, le meilleur trimestre de l'exercice financier. L'augmentation des stocks au troisième trimestre et pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 traduit l'accroissement des cadences de production dans le secteur commercial, tandis que la réduction des facturations progressives depuis le début de l'exercice reflète une diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires.

Pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2012, l'augmentation des comptes fournisseurs avait été attribuable à une hausse du niveau d'activité durant ce trimestre, par rapport au deuxième trimestre de ce même exercice, ainsi qu'à une augmentation du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé pour la conversion des comptes fournisseurs libellés en dollars américains. L'augmentation des autres actifs à court terme pour le troisième trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2012 avait été principalement attribuable à une hausse des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir qui correspondaient à l'augmentation des coûts de développement admissibles rattachés à des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, la diminution des comptes clients découlait d'une baisse du volume de ventes au troisième trimestre l'an dernier, comparativement au quatrième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation des stocks reflétait l'accroissement des cadences de production dans le secteur commercial, tandis que la réduction des facturations progressives traduisait principalement une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur

militaire, de même qu'une diminution du carnet de commandes lié à certains programmes militaires. La réduction des impôts à payer et à recevoir pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012 reflétait principalement le paiement final des impôts effectué au premier trimestre l'an dernier pour l'exercice 2012.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>	<u>les 31 décembre</u>	<u>les 31 décembre</u>	<u>les 31 décembre</u>
	2013	2012	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
Acquisition d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	(5 422)	(3 081)	(11 853)	(9 232)
Augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net ⁽¹⁾	(1 173)	(2 340)	(6 437)	(4 841)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	—	45	47	137
Produit net de la vente des activités abandonnées	—	(48 319)	—	224 477
Activités d'investissement découlant des activités abandonnées	—	—	—	(4 294)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(6 595)	(53 695)	(18 243)	206 247

⁽¹⁾ Des activités poursuivies

Les acquisitions d'immobilisations corporelles liées aux activités poursuivies présentées ci-haut peuvent être rapprochées comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Neuf mois clos les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
Acquisition d'immobilisations corporelles	1 081	1 803	7 122	8 010
Variation des dépôts versés pour de la machinerie et de l'équipement inclus dans les autres actifs à court terme	3 613	—	3 523	(292)
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs – autres à la fin de la période	728	1 278	1 208	2 292
Machinerie et équipement acquis par le biais de contrats de location-financement	—	—	—	(778)
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	5 422	3 081	11 853	9 232

Pour le trimestre et depuis le début de l'exercice, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont élevées à 1,1 million de dollars et 7,1 millions de dollars respectivement (1,8 million de dollars et 8,0 millions de dollars pour les acquisitions d'immobilisations liées aux activités poursuivies lors du précédent exercice). La variation du montant des dépôts versés sur de la machinerie et de l'équipement pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013 s'explique essentiellement par des dépôts effectués sur de la machinerie et de l'équipement en lien avec le contrat signé avec Boeing au troisième trimestre pour la fourniture de systèmes complets de trains d'atterrissage pour le programme du B-777. Cette année, les acquisitions d'immobilisations corporelles comprennent principalement des investissements au laboratoire d'ingénierie de St-Hubert et aux installations d'exploitation de Longueuil visant à soutenir certains programmes de développement aérospatiaux, de même que des dépenses en immobilisations pour maintenir les installations et équipements existants.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2014 s'élèveront à environ 16,0 millions de dollars, dont un montant de 4,0 millions de dollars relatif aux activités d'exploitation de Landing Gear USA et 2,0 millions de dollars pour les installations d'ingénierie. Bien que d'autres dépôts devraient être effectués au cours du dernier trimestre du présent exercice, les dépenses en immobilisations se rattachant au contrat du Boeing B-777 seront engagées principalement au cours des exercices 2015 et 2016.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée représente principalement les coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme, essentiellement pour des programmes de conception de jets d'affaires.

Le produit net de la vente des activités abandonnées constaté lors du précédent exercice était lié à la transaction de vente et comprenait le produit de la vente obtenu en espèces, excluant les ajustements postérieurs à la clôture, déduction faite de la réduction des obligations au titre des

contrats de location-financement et des frais de transaction déboursés. Il comprenait également l'impôt payé au troisième trimestre du précédent exercice en lien avec la transaction de vente.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>		<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>	
	2013 (000 \$)	2012 (000 \$)	2013 (000 \$)	2012 (000 \$)
Augmentation de la dette à long terme	6 294	1 224	6 294	1 224
Remboursement de la dette à long terme	(390)	(3 079)	(3 437)	(43 517)
Émission d'actions ordinaires	67	4 388	200	6 267
Distribution spéciale aux actionnaires	—	(157 688)	—	(157 688)
Activités de financement découlant des activités abandonnées	—	—	—	(3 208)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	5 971	(155 155)	3 057	(196 922)

Le 19 décembre 2012, la Société a procédé au versement d'une distribution spéciale aux actionnaires de 157,5 millions de dollars, comme il a été déjà expliqué. Le montant présenté dans les flux de trésorerie comprend aussi les frais de transaction connexes, déduction faite de l'impôt sur le résultat.

L'augmentation de la dette à long terme, cette année et lors du précédent exercice, reflète l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales durant le trimestre visant à soutenir des investissements dans des programmes de développement du secteur de l'aérospatiale.

Le remboursement de la dette à long terme au troisième trimestre ne comprend que le remboursement planifié de contrats de location-financement portant sur de la machinerie et de l'équipement. Depuis le début de l'exercice de même que pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2012, le remboursement de la dette à long terme comprend le remboursement de prêts des autorités gouvernementales et de contrats de location-financement portant sur de la machinerie et de l'équipement ainsi que le paiement final du billet. Les remboursements effectués de la période de neuf mois close le 31 décembre 2012 comprenaient également le remboursement partiel de 37,5 millions de dollars américains (37,0 millions de dollars) du montant prélevé sur la facilité de crédit, à la suite de la transaction de vente.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012, la Société a émis des actions ordinaires dans le cadre de son régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat (le « régime d'achat d'actions »). Lors du précédent exercice, la Société avait également émis des actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions, pour des contreparties totales en espèces de 4,3 millions de dollars et 6,1 millions de dollars,

respectivement, durant le troisième trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2012 (voir plus bas).

Au 31 décembre 2013, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long de l'exercice 2014 en cours.

Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions

Au 31 décembre 2013, la Société comptait 31 537 262 actions ordinaires en circulation (31 511 446 au 31 mars 2013).

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, la Société a émis respectivement 7 709 et 25 816 actions ordinaires, dans le cadre du régime d'achat d'actions de la Société, pour des contreparties totales en espèces de 67 000 \$ et 200 000 \$. Au cours des périodes correspondantes de l'exercice précédent, la Société avait émis respectivement 679 005 et 1 032 543 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions, pour des contreparties totales en espèces de 4 346 000 \$ et 6 057 000 \$, de même que 3 485 et 23 992 actions ordinaires, respectivement, dans le cadre de son régime d'achat d'actions, pour des contreparties totales en espèces de 42 000 \$ et 210 000 \$.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, aucune option sur actions n'a été attribuée (aucune en 2012), aucune option sur actions n'a été exercée (679 005 et 1 032 543 en 2012), et aucune option sur actions n'a été annulée (111 900 lors du précédent exercice, la totalité au deuxième trimestre).

Au 31 décembre 2013, 259 101 options sur actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 3,1 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 3,30 \$ l'action (se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, les charges au titre du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions se sont élevées respectivement à 20 000 \$ et 31 000 \$ (60 000 \$ et 29 000 \$ en 2012) — se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, les charges au titre du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions se sont chiffrées respectivement à 83 000 \$ et 92 000 \$ (253 000 \$ et 105 000 \$ en 2012) — se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au 31 décembre 2013, 1 750 381 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'options sur actions et 248 405 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

Régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») et régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Jusqu'en août 2010, la Société offrait un régime de DPVA en vertu duquel des droits étaient attribués aux administrateurs non salariés. Même si le régime de DPVA a depuis été remplacé par

un régime d'UAD qui a été approuvé en mai 2011 par le conseil d'administration de la Société, les DPVA en circulation émises avant le mois d'août 2010 sont toujours valides.

Au 31 décembre 2013, de manière cumulative, 20 000 DPVA (39 000 en 2012) étaient encore en circulation, assortis d'une valeur attribuée moyenne pondérée de 1,60 \$ (7,39 \$ en 2012) et devant venir à échéance à diverses dates au cours des exercices 2015 et 2016. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, 7 000 et 19 000 DPVA ont été exercés, respectivement (53 200 et 85 700 en 2012), aucun DPVA n'a été attribué (aucun en 2012) et aucun DPVA n'a été annulé (5 800 en 2012, la totalité au deuxième trimestre).

Au 31 décembre 2013, de manière cumulative, 62 940 UAD étaient en cours (47 871 en 2012). Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, aucune UAD n'a été attribuée (18 243 au deuxième trimestre en 2012), 12 362 UAD ont été exercées (la totalité au deuxième trimestre) (8 090 au deuxième trimestre en 2012).

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, les charges au titre des DPVA se sont élevées respectivement à 32 000 \$ et 74 000 \$ (charges de 2 000 \$ et 526 000 \$ respectivement en 2012), tandis que les charges au titre des UAD se sont chiffrées respectivement à 99 000 \$ et 216 000 \$ (charges de 40 000 \$ et 362 000 \$ respectivement en 2012) — se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Bilans consolidés

Le tableau qui suit présente et explique en détail les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 31 décembre 2013 et le 31 mars 2013 :

Rubrique	31 mars 2013 (millions \$)	31 déc. 2013 (millions \$)	Variation (millions \$)	Note explicative
Trésorerie et équivalents de trésorerie	101,3	98,2	(3,1)	Se reporter aux états des flux de trésorerie consolidés
Comptes clients	46,6	38,9	(7,7)	Diminution attribuable à un recul du volume des ventes au cours du trimestre, comparativement au quatrième trimestre du précédent exercice. Cette baisse a été en partie contrebalancée par l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des comptes clients libellés en dollars américains, comparativement au 31 mars 2013 (impact de 1,3 million de dollars).
Stocks	100,8	103,0	2,2	Augmentation principalement attribuable à l'accroissement de la cadence de production dans le secteur commercial.

Rubrique	31 mars 2013 (millions \$)	31 déc. 2013 (millions \$)	Variation (millions \$)	Note explicative
Instruments financiers dérivés (éléments d'actif à court et à long terme)	3,2	0,2	(3,0)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse est principalement le résultat d'un différentiel moins élevé entre les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme et le taux de conversion de clôture, aux deux dates des bilans.
Autres actifs à court terme	12,6	15,9	3,3	Augmentation essentiellement imputable à des dépôts effectués sur de la machinerie et de l'équipement en lien avec l'obtention d'un nouveau contrat auprès de Boeing pour le B-777.
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	26,5	32,6	6,1	Variation imputable à une hausse nette des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme (6,6 millions de dollars) et des coûts de logiciels (0,1 million de dollars), déduction faite de l'amortissement des logiciels (0,6 million de dollars).
Comptes fournisseurs et charges à payer	44,3	39,0	(5,3)	Diminution résultant principalement d'une baisse du volume de production durant le dernier mois du trimestre, comparativement au dernier mois de l'exercice clos le 31 mars 2013. Cette baisse a été en partie contrebalancée par l'incidence du taux de change \$ US/\$ CA plus élevé utilisé aux fins de conversion des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains, comparativement au 31 mars 2013 (impact de 0,7 million de dollars).
Comptes fournisseurs — autres	2,4	1,0	(1,4)	Baisse attribuable principalement à une diminution de la portion non payée des acquisitions d'immobilisations corporelles.
Facturations progressives (à court et à long terme)	12,3	7,9	(4,4)	La réduction des facturations progressives reflète essentiellement une réduction du carnet de commandes lié à certains programmes militaires.
Impôts à payer (déduction faite des impôts à recevoir)	1,7	(0,4)	(2,1)	Diminution qui reflète essentiellement les versements d'impôt finaux effectués cette année relativement au solde à payer de l'exercice précédent, jumelés à l'utilisation de crédits d'impôt pour la recherche et le développement.

Rubrique	31 mars 2013 (millions \$)	31 déc. 2013 (millions \$)	Variation (millions \$)	Note explicative
Instruments financiers dérivés (éléments de passif à court et à long terme)	2,6	4,4	1,8	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. L'augmentation est attribuable essentiellement à un différentiel plus élevé entre les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme et le taux de conversion de clôture, aux deux dates des bilans.
Dettes à long terme (y compris la tranche à court terme)	63,0	68,7	5,7	Augmentation imputable à l'obtention de nouveaux prêts gouvernementaux durant le trimestre (6,3 millions de dollars), combinée à la désactualisation au titre des intérêts sur des prêts des autorités gouvernementales (1,3 million de dollars) et l'amortissement de frais de financement différés liés à la facilité de crédit (0,3 million de dollars) en partie contrebalancée par le remboursement planifié de capital sur la dette à long terme (3,4 millions de dollars). L'augmentation comprend aussi l'incidence du taux de change \$ US/\$ CA plus élevé utilisé aux fins de conversion de la dette à long terme libellée en dollars américains, comparativement au 31 mars 2013 (impact de 1,2 million de dollars).
Autres passifs – prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	13,0	6,0	(7,0)	Baisse résultant de gains actuariels sur les régimes de retraite à prestations définies de la Société (comme il a déjà été expliqué plus haut), jumelés à des paiements planifiés au régime de retraite effectués au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013.
Résultats non distribués	193,4	205,0	11,6	L'augmentation reflète le résultat net de la Société de 8,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, jumelé aux gains actuariels nets de 3,6 millions de dollars réalisés par les régimes de retraite à prestations définies de la Société pour la même période.

En date du 31 décembre 2013 et du 31 mars 2013, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la trésorerie nette/capitaux propres⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	31 décembre 2013	31 mars 2013
Ratio du fonds de roulement	4,16 : 1	3,59 : 1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	98,2 M\$	101,3 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,28 : 1	0,27 : 1
Ratio de la trésorerie nette/capitaux propres ⁽¹⁾	0,13 : 1	0,17 : 1

(1) : Se définit comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie moins la dette à long terme totale, incluant la tranche à court terme, sur les capitaux propres.

Aide gouvernementale

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2013, la Société a comptabilisé en aide gouvernementale pour les activités poursuivies, un montant de 0,8 million de dollars à titre de réduction du coût des ventes et des frais de vente et d'administration engagés (0,3 million de dollars en 2012), ainsi qu'un montant de 2,0 millions de dollars (0,5 million de dollars en 2012) à titre de réduction des dépenses en immobilisations connexes ou coûts de développement capitalisés, imputés à la rubrique « Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée ».

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, la Société a comptabilisé en aide gouvernementale pour les activités poursuivies, un montant de 2,3 millions de dollars à titre de réduction du coût des ventes et des frais de vente et d'administration engagés (1,5 million de dollars lors du précédent exercice), ainsi qu'un montant de 3,5 millions de dollars (1,8 million de dollars en 2012) à titre de réduction des dépenses en immobilisations connexes ou coûts de développement capitalisés, imputés à la rubrique « Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée ».

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement, d'autres crédits d'impôt, des subventions ainsi que la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales.

Instruments dérivés, postes hors bilan, engagements contractuels et éventualités

En date du 31 décembre 2013, la Société était partie à des contrats de location d'une valeur totale de 0,9 million de dollars portant sur des immeubles et des installations. Ces sommes sont payables au cours des cinq prochains exercices financiers. Par ailleurs, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition de machinerie et d'équipement se chiffrait à 10,8 millions de dollars (se référer à la Note 16 des états financiers consolidés intermédiaires résumés), dont 7,8 millions de dollars sont liés au contrat du Boeing B-777.

Le 6 février 2014, soit au moment de la rédaction de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition de machinerie et d'équipement en lien avec le contrat du Boeing B-777 se chiffrait à 22,6 millions de dollars.

Au 31 décembre 2013, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadienne pour la vente de 111,7 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,0368 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à divers moments entre les mois de janvier 2014 et de mars 2017, mais principalement au cours du présent exercice et du prochain (se reporter à la Note 10 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). À titre comparatif, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 123,5 millions de dollars américains et 130,0 millions de dollars américains, respectivement, en date du 31 mars 2013 et du 31 décembre 2012, assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,0325 et 1,0405 respectivement. La diminution des contrats de change à terme, par rapport à la clôture du précédent exercice ainsi qu'à la période correspondante l'an dernier, reflète l'évolution du carnet de commandes fermes libellées en devise américaine.

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadienne et leurs filiales ou succursales américaines, qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

En mars 2011, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couverture de ses investissements nets dans les établissements américains. Cette désignation demeure en vigueur en date du 31 décembre 2013.

Éventualités

Le 5 février 2014, la société Goodrich, membre du groupe UTAS, a déposé une demande d'arbitrage à l'encontre de Aerospaciale Devtek inc., une filiale en propriété exclusive de la Société, devant la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI) quant à l'interprétation d'un engagement de non-concurrence contenu dans une entente intervenue entre la société Goodrich et Aerospaciale Devtek inc. Le litige concerne les activités de production de pistons envisagées par la Société au soutien d'un contrat avec The Boeing Company.

La Société est en désaccord avec la position de UTAS et croit fermement agir en conformité avec ses ententes. Bien que la Société ne peut prédire l'issue de cet arbitrage, la Société a l'intention de défendre sa position dans cette affaire.

Conjoncture financière et économique

L'amélioration de l'économie mondiale continue d'avoir des répercussions positives sur la plupart des marchés de la Société liés au marché de l'aérospatiale commerciale. Dans le marché des gros porteurs commerciaux, Boeing et Airbus ont livré un nombre record d'avions au cours de l'année civile 2013 et leurs carnets de commandes demeurent bien remplis et représentent environ huit années de production aux cadences actuelles. Les livraisons de jets d'affaires ont

légèrement fléchi au cours des neuf premiers mois de l'année civile 2013, mais certains indicateurs clés, comme l'utilisation accrue des avions et la réduction du nombre d'avions d'occasion à vendre en proportion de l'ensemble de la flotte, pointent vers une amélioration des conditions du marché.

Cependant, le marché de l'aérospatiale militaire continue de manquer de vigueur alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. Aux États-Unis, qui représentent le plus important marché militaire de la Société, bien qu'un récent accord budgétaire pourrait atténuer en partie les restrictions et compressions imposées par les réductions de dépenses automatiques dans le budget fédéral (*Sequestration*), les conditions demeurent difficiles et la situation pourrait avoir des répercussions sur la Société au-delà du présent exercice financier.

Bien qu'en croissance, l'économie mondiale demeure fragile en raison de la situation de la dette de plusieurs pays et de l'instabilité géopolitique dans certaines régions. En conséquence, Héroux-Devtek continue à surveiller de près sa stratégie et sa gestion du risque.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre dans son portefeuille entre les ventes aux secteurs commercial et militaire, de même qu'entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire. Cet équilibre devrait contribuer à atténuer les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés.

En outre, les fluctuations rapides de la valeur du dollar canadien, par rapport à la devise américaine, pourraient exercer une pression supplémentaire sur les résultats à venir. Comme cela a déjà été mentionné, et comme il est souligné à la rubrique intitulée « Perspectives », la direction continue de concentrer ses efforts sur la productivité en misant sur des initiatives soutenues d'optimisation de sa production, de réduction de ses coûts ainsi que sur sa stratégie relative aux contrats de change à terme afin de demeurer concurrentielle à l'échelle mondiale.

D'un point de vue financier, la Société dispose d'un bilan solide. Elle respecte actuellement toutes ses clauses financières restrictives et prévoit qu'il en sera de même tout au long du prochain exercice. La Société ne prévoit pas avoir de problèmes de liquidité, étant donné que sa facilité de crédit bancaire lui est consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et une filiale canadienne d'une banque américaine, qui bénéficient de cotes de crédit élevées, et que les principaux clients de la Société sont des gouvernements ou des chefs de file mondiaux dans leurs domaines respectifs. Cette facilité de crédit a été renouvelée et augmentée au cours de l'exercice financier 2011 et viendra à échéance en mars 2016.

Compte tenu des éléments ci-dessus, la Société maintient ses perspectives à court terme (se reporter à la rubrique ci-après intitulée « Perspectives ») et n'entrevoit actuellement aucun facteur important à court terme susceptible de compromettre le cours de ses activités. Cela dit, et sachant que la Société œuvre, en partie, dans des secteurs qui sont sensibles à la volatilité économique, la direction continue à faire preuve de prudence (se reporter aux rubriques ci-après intitulées « Risques et incertitudes » et « Perspectives »).

MODIFICATIONS DES MÉTHODES COMPTABLES

Le 1^{er} avril 2013, la Société a adopté rétrospectivement les normes ci-dessous, conformément aux modifications requises par l'International Accounting Standard Board. L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence importante sur les chiffres comparatifs des périodes précédentes.

IAS 1, *Présentation des états financiers*

La version modifiée de l'IAS 1 *Présentation des états financiers* a été adoptée rétrospectivement le 1^{er} avril 2013. Le principal changement découlant des modifications apportées à l'IAS 1 consiste en l'exigence de présenter distinctement les autres éléments du résultat global pouvant être reclassés en résultat net et les autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat net dans l'état du résultat global consolidé.

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*

L'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* a été adopté rétrospectivement le 1^{er} avril 2013, Il s'agit d'une nouvelle norme exhaustive qui établit un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et donne des directives concernant les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur.

IAS 19, *Avantages du personnel*

La version modifiée de l'IAS 19 *Avantages du personnel* a été adoptée rétrospectivement le 1^{er} avril 2013. Entre autres changements, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi pour les obligations nettes au titre des avantages postérieurs à l'emploi (habituellement, la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies moins la juste valeur de l'actif du régime). Également, le coût financier net est maintenant présenté dans les frais financiers. De plus, les modifications de l'IAS 19 apportent de nouvelles exigences en matière d'information à fournir sur les régimes à prestations définies, notamment des informations additionnelles sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et les risques auxquels les entités sont exposées en raison de leur participation à ces régimes. Les modifications des méthodes comptables ont été comptabilisées rétrospectivement conformément aux règles de transition de la version modifiée de l'IAS 19 et les informations supplémentaires à fournir seront présentées dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice 2014.

L'impact de l'adoption de l'IAS 19 *Avantages du personnel* modifié sur l'état des résultats consolidés et sur l'état du résultat global consolidé pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2012 se présente comme suit :

(000 \$)	Trimestre clos	Neuf mois clos
• Diminution du coût des ventes	(18)	(53)
• Augmentation des frais financiers	126	378
• Diminution de l'impôt sur le résultat	(28)	(87)
• Diminution du résultat net découlant des activités poursuivies et du résultat net	(80)	(238)
• Diminution des pertes actuarielles, déduction faite de l'impôt sur le résultat	(80)	(238)
• Augmentation des autres éléments du résultat global découlant des activités poursuivies et autres éléments du résultat global	80	238

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière.

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats opérationnels. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux énumérés ci-après.

- Dépendance envers des clients importants
- Disponibilité et prix des matières premières
- Risques opérationnels
- Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique
- Conjoncture économique
- Dépenses d'ordre militaire
- Fluctuations des devises
- Situation de trésorerie et accès à des sources de financement
- Clauses restrictives
- Fluctuation des taux d'intérêt

- Environnement commercial externe
- Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie
- Questions d'ordre environnemental
- Conventions collectives*
- Main-d'œuvre qualifiée
- Obligations au titre des régimes de retraite

* Trains d'atterrissage – La convention collective de l'usine de Longueuil viendra à échéance le 1^{er} mai 2014.

Risques liés à l'intégration

Avec l'acquisition récente de APPH (voir la section Événements postérieurs à la date de clôture ci-dessous), la Société est sujette à un risque opérationnel principalement relié au succès de l'intégration. Un plan d'intégration efficace et un suivi rigoureux sont nécessaires afin de générer une valeur ajoutée aux actionnaires de la Société. Pour limiter son risque, la Société a adopté une stratégie d'acquisition ciblée et sélective, des procédures strictes de revue diligente et développe actuellement un plan d'intégration détaillé.

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	Exercice 2014			Exercice 2013				Exercice 2012
	31 déc. 2013	30 sept. 2013	30 juin 2013	31 mars 2013	31 déc. 2012	30 sept. 2012	30 juin 2012	31 mars 2012
Taux de change moyen utilisé pour convertir les revenus (ventes) et les charges ⁽¹⁾ (\$ CA/équivalent 1 \$ US)	1,0498	1,0385	1,0233	1,0089	0,9913	0,9948	1,0102	1,0012
Ventes découlant des activités poursuivies	61 448	56 402	62 972	73 816	61 742	57 684	63 780	74 777
BAIIA découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	7 170	6 254	7 747	10 159	7 672	6 989	8 271	11 473
BAIIA ajusté découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	8 286	6 518	7 747	10 159	7 672	6 989	8 271	11 473
Résultat net découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	2 608	2 584	2 814	4 695	3 216	2 645	2 946	5 558
Résultat net découlant des activités abandonnées	—	—	—	3 679	1 289	110 000	3 258	3 360
Résultat net ⁽²⁾	2 608	2 584	2 814	8 374	4 505	112 645	6 204	8 918
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) – de base ⁽²⁾	0,08	0,08	0,09	0,15	0,10	0,09	0,10	0,18
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) — dilué ⁽²⁾	0,08	0,08	0,09	0,15	0,10	0,09	0,10	0,18
Bénéfice par action (\$) – de base ⁽²⁾	0,08	0,08	0,09	0,27	0,14	3,68	0,20	0,29
Bénéfice par action (\$) — dilué ⁽²⁾	0,08	0,08	0,09	0,26	0,14	3,64	0,20	0,29
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)	31,7	31,7	31,7	31,7	31,3	31,0	30,8	30,8

⁽¹⁾ À l'exclusion des contrats de change à terme.

⁽²⁾ Redressé : se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés

Événements postérieurs à la date de clôture

Acquisition d'entreprise

Le 3 février 2014, la Société a signé une entente afin d'acquérir la totalité des actions en circulation de APPH Limited, basée au Royaume-Uni, et de APPH Wichita, Inc., basée aux États-Unis (collectivement, « APPH »), des filiales de la société BBA Aviation Plc (LSE : BBA).

APPH, dont le siège social est situé à Runcorn, au Royaume-Uni, se spécialise dans la conception, l'ingénierie, la fabrication et le soutien après-vente de trains d'atterrissage et de systèmes et assemblages hydrauliques destinés aux aéronefs civils et militaires à voilure fixe et tournante. Héroux-Devtek fait l'acquisition de quatre usines situées au Royaume-Uni et d'une autre à Wichita, au Kansas. Ces usines comptent au total environ 400 employés, dont 40 spécialistes œuvrant au sein du service d'ingénierie de conception. Les principaux programmes de conception auxquels participe APPH comprennent notamment les systèmes de trains d'atterrissage des appareils Hawk, Gripen de SAAB, AW101, C27J Spartan et EC175.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2013, APPH a généré un chiffre d'affaires d'environ 77 millions de dollars américains et un BAIIA ajusté d'environ 12,5 millions de dollars américains. Le prix d'achat, déduction faite de la trésorerie acquise d'environ 4 millions de dollars américains, s'élève approximativement à 124 millions de dollars américains. L'opération a été financée au moyen des liquidités disponibles de la Société pour 55 millions de dollars américains et de sa facilité de crédit existante pour 69 millions de dollars américains.

Sur une base pro forma, en date du 31 décembre 2013, en tenant compte de l'impact financier suite à l'acquisition de APPH présenté ci-dessus, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la trésorerie nette/capitaux propres⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	Base pro forma 31 déc. 2013 ⁽²⁾	Réel 31 déc. 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	39,7 M\$	98,2 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,59 : 1	0,28 : 1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	0,43 : 1	(0,13 : 1)

(1) Se définit comme la dette à long terme totale, incluant la tranche à court terme, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

(2) Nette de la trésorerie et de la facilité de crédit utilisée, en ce qui concerne l'achat de APPH. Taux de clôture de 1,0636 utilisé pour convertir la trésorerie et les équivalents de trésorerie et de la dette à long terme libellés en dollars américains.

Les actifs nets acquis au 31 Décembre 2013 sont estimés à 50 millions de dollars américains, à l'exclusion de la trésorerie acquise s'élevant à 4 millions de dollars américains. La direction estime qu'il n'est pas possible de divulguer d'autres renseignements au sujet de la répartition du prix d'achat étant donné que les conclusions de l'exercice d'évaluation ne sont pas encore disponibles.

Aucun produit des activités ordinaires ni aucun résultat opérationnel d'APPH n'a été inclus dans l'état des résultats consolidés de la Société au 31 décembre 2013.

Restructuration

En raison de la baisse substantielle de la demande sur le marché secondaire des produits militaires aux États-Unis, le 16 janvier 2014, la Société a fait l'annonce d'un plan en vue d'optimiser et de consolider sa capacité de production, tout en améliorant la productivité dans l'ensemble de la Société. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la stratégie opérationnelle de la Société axée sur des centres d'excellence spécialisés.

En conséquence, la Société procédera à la mise à pied permanente d'environ 55 employés de son usine de fabrication située au 710, rue Thurber, à Longueuil. Les autres centres d'excellence en fabrication de la Société continueront d'assurer ces activités. Ces mesures entraîneront une charge d'environ 5 millions de dollars avant impôts qui sera reconnue sur le quatrième trimestre de l'exercice se terminant le 31 mars 2014 et la première moitié de l'exercice 2015 conformément aux Normes internationales d'information financière.

PERSPECTIVES

Les conditions demeurent en général favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale. À la fin du mois de novembre 2013, le marché des passagers, exprimé en passagers-kilomètres payants, avait progressé de 5,1 % sur douze mois, tandis que le marché du fret, mesuré en tonnes-kilomètres de marchandises, avait augmenté de 1,4 %. Selon les plus récentes prévisions de l'IATA, le marché des passagers devrait enregistrer une croissance robuste de 6,0 % au cours de l'année civile 2014, alors que le volume de fret aérien devrait connaître une hausse de 2,1 % au cours de l'année civile 2014¹.

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, Boeing et Airbus ont livré un nombre record d'appareils au cours de l'année civile 2013 grâce à des augmentations de cadence de production de plusieurs de leurs programmes d'envergure.² L'obtention de nombreuses nouvelles commandes durant l'année civile 2013 fait en sorte que leurs carnets de commandes demeurent bien remplis et représentent huit années de production aux cadences actuelles.

Dans le marché des jets d'affaires, les livraisons ont légèrement fléchi durant les neuf premiers mois de l'année civile 2013, par rapport à l'exercice précédent, mais certains indicateurs clés,

¹ Sources : IATA, communiqués de presse datés du 9 janvier 2014 et du 13 janvier 2014; IATA, prévisions financières de l'industrie, décembre 2013

² Sources : Airbus, communiqué de presse daté du 13 janvier 2014; Boeing, communiqué de presse daté du 6 janvier 2014

comme l'utilisation accrue des avions et la réduction du nombre d'avions d'occasion à vendre en proportion de l'ensemble de la flotte, pointent vers une amélioration des conditions du marché. Plus important encore, des sources de l'industrie anticipent une croissance soutenue sur une période de cinq ans possiblement, une période où l'on prévoit l'entrée en service de plusieurs modèles de jets d'affaires pour lesquels Héroux-Devtek a conçu le train d'atterrissage.³

Les conditions dans le marché de l'aérospatiale militaire demeurent difficiles alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Aux États-Unis, un récent accord budgétaire pourrait atténuer en partie les restrictions et compressions imposées par les réductions de dépenses automatiques dans le budget fédéral (Sequestration). Les conditions restent toutefois difficiles et la situation pourrait avoir des répercussions sur la Société au-delà du présent exercice financier, et ce, en dépit de son portefeuille bien diversifié dans le secteur militaire et de l'équilibre qu'elle maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire qui devraient permettre d'atténuer cet impact.

Le bilan de la Société demeure solide avec une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 98,2 millions de dollars au 31 décembre 2013. Cette somme, combinée aux fonds disponibles en vertu de sa facilité de crédit, permettra à Héroux-Devtek de financer ses dépenses en immobilisations prévues d'environ 16 millions de dollars pour l'exercice 2014 et de financer l'acquisition d'APPH (se reporter à la rubrique intitulée « Événements postérieurs à la date de clôture »).

Au 31 décembre 2013, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 368 millions de dollars, comparativement à 361 millions de dollars au début de l'exercice. Cette variation reflète les commandes initiales obtenues dans le cadre du contrat à long terme portant sur la fourniture de systèmes complets de trains d'atterrissage destinés au programme du B-777, en partie contrebalancées par une diminution des commandes dans le cadre de certains programmes militaires. Sur une base pro forma, en prenant en considération l'acquisition de APPH, le carnet de commandes s'élève à 448 millions de dollars. Malgré son carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société continuera d'accroître sa productivité et de rationaliser sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle compte tenu du caractère de plus en plus mondial de l'industrie aérospatiale.

Héroux-Devtek enregistre habituellement ses meilleurs résultats au quatrième trimestre et l'exercice en cours ne devrait pas faire exception, mais la Société anticipe toutefois que ses ventes consolidées pour l'ensemble de l'exercice qui prendra fin le 31 mars 2014 seront légèrement inférieures à celles du précédent exercice excluant l'effet lié à l'acquisition d'APPH. Pour le prochain exercice qui se terminera le 31 mars 2015, Héroux-Devtek continuera à profiter de la vigueur soutenue du marché de l'aérospatiale commerciale et des retombées croissantes de ses programmes de conception et de développement. Qui plus est, les avantages stratégiques importants et immédiats que procure l'acquisition d'APPH renforceront la position concurrentielle de la Société sur le marché mondial des trains d'atterrissage et créeront davantage de valeur pour ses actionnaires. Ces facteurs devraient compenser la faiblesse persistante dans le secteur de l'aérospatiale militaire, résultant en un niveau de ventes qui devrait demeurer relativement stable excluant l'effet lié à l'acquisition d'APPH. Compte tenu des conditions défavorables dans le marché militaire, la Société doit optimiser de manière proactive l'utilisation

³

Sources : GAMA, JETNET, FAA, Teal Group, Forecast International

de ses actifs et adapter son offre à la demande, comme en témoignent les récentes réductions d'effectifs.

Le scénario pour la portion restante de l'exercice 2014 suppose que le dollar canadien demeure stable par rapport à la devise américaine et tient compte des contrats de change à terme auxquels la Société est partie. À long terme, Héroux-Devtek demeure déterminée à réaliser son objectif déclaré d'enregistrer une progression moyenne de 10 % par année, par le biais de la croissance interne, d'alliances stratégiques et d'acquisitions d'entreprises, pour autant que les cours des devises demeurent relativement stables.

Renseignements supplémentaires et information continue

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit et le conseil d'administration le 6 février 2014. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com.